

MEDIA BRIEFING OXFAM INTERNATIONAL 10 AVRIL 2023

Sous embargo jusqu'au 10 Avril 2023 GMT 00:01

Economie mensongère : Les "tours de passe-passe" financiers ne paieront pas la facture d'un avenir juste et durable

2023 pourrait être une année charnière. Une année où le monde sortira de crises sans précédent et où les gouvernements mettront en œuvre des réformes progressistes qui permettront de construire un avenir plus radieux pour toutes et tous ainsi que la planète.

Cependant, malgré la situation économique désastreuse dans laquelle se trouvent aujourd'hui les pays les plus pauvres et les nombreuses discussions politiques sur les milliards nécessaires pour lutter contre la pauvreté, les inégalités et le changement climatique, rien n'indique que les pays riches soient prêts à payer le véritable prix d'un avenir juste et durable.

En réalité, les ministres des finances des pays riches qui se réunissent à Washington cette semaine risquent de célébrer les progrès de réformes qui ne permettront que de combler 0,1 % du déficit des dépenses climatiques et sociales dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire (PFR et PRI) d'ici à 2030. Et ce, grâce à des tours de passe-passe qui ne leur coûteront pas même un centime.

Ce briefing expose la terrible réalité et l'ampleur du financement nécessaire pour les pays à faible et moyen revenu, l'inadéquation des solutions actuellement débattues et les mesures que les pays riches pourraient prendre pour réunir les sommes nécessaires à une action juste contre la crise climatique.

Une situation alarmante...

Les objectifs de développement durable (ODD) ne sont pas du tout sur la bonne voie et ont été encore plus entravés par les récentes crises qui se sont succédées¹. Aujourd'hui, les pays les plus pauvres du monde sont également confrontés à une crise économique dévastatrice qui sapera leur capacité à investir dans la lutte contre la pauvreté et le changement climatique pour les décennies à venir. Leurs budgets ont été réduits à néant par la pandémie, la flambée des prix des denrées alimentaires et des carburants, exacerbée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, et enfin par les hausses des taux d'intérêt et la hausse du dollar qui ont fait grimper le coût des emprunts. Les résultats sont les suivants :

- **La montée en flèche de la pauvreté et des inégalités** : La hausse des prix des denrées alimentaires et des carburants a plongé environ 71 millions de personnes² dans la pauvreté entre mars et juin 2022. Et pour la première fois en 25 ans³, l'extrême richesse et l'extrême pauvreté ont simultanément fortement augmenté.
- **La crise de la dette** : En 2022⁴, le FMI a averti que près d'un tiers des économies émergentes et deux tiers des PFR étaient en situation de surendettement ou sur le point de l'être. En 2021⁵, les PFR ont consacré en moyenne 27,5 % de leur budget au

¹ — [SDG Indicators \(un.org\)](https://sdgindicators.un.org/)

² [The Commitment to Reducing Inequality Index 2022 \(oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com\)](https://www.oxfam.org/fr/fr/publications-et-reports/2022/09/2022-oxfam-commission-on-inequality-report)

³ <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/621477/bp-survival-of-the-richest->

⁴ [The Commitment to Reducing Inequality Index 2022 \(oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com\)](https://www.oxfam.org/fr/fr/publications-et-reports/2022/09/2022-oxfam-commission-on-inequality-report)

⁵ Idem

remboursement de la dette. C'est deux fois plus que ce qui est consacré à l'éducation, quatre fois plus que ce qui l'est aux soins de santé et près de 12 fois plus que pour la protection sociale.

- **L'austérité généralisée** : On estime que d'ici 2025⁶, plus de la moitié (55 %) de la population des PFR et 85 % de celle des PRI sera encore touchée par des mesures d'austérité. Ces mesures se traduisent déjà par d'importantes coupes budgétaires dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la protection sociale, qui touchent de plein fouet les familles les plus précaires, les femmes et les jeunes filles, ainsi que les groupes marginalisés. Le FMI a encouragé ces politiques qui alimentent les inégalités ; une étude d'Oxfam a révélé que 13 des 15 programmes de prêts approuvés au cours de la deuxième année de la pandémie exigeaient des mesures d'austérité⁷.

Par ailleurs, les PFR et les PRI sont également confrontés aux effets les plus néfastes du changement climatique⁸, les populations les plus démunies étant les plus touchées, bien qu'elles soient les moins responsables de ces phénomènes climatiques.

Le risque d'une crise bancaire et d'une récession mondiale⁹ de plus grande ampleur est également une menace très réelle, et nous savons depuis la crise financière de 2008, qu'une telle situation aggraverait les inégalités et jetterait de l'huile sur le feu d'une situation déjà désastreuse.

... Et des besoins considérables

Oxfam calcule qu'au moins 27 400 milliards de dollars supplémentaires sont nécessaires d'ici 2030 pour combler les déficits de financement dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la protection sociale et de la lutte contre le changement climatique dans les pays à revenu faible et intermédiaire. **Cela équivaut à un déficit de financement annuel de 3 900 milliards de dollars.**

Le déficit total de 27 400 milliards de dollars dans les PFR et les PRI se compose des éléments suivants (se référer à la note méthodologique pour toutes les sources, en anglais) :

- **8 500 milliards de dollars pour la santé, l'éducation et la protection sociale.** Les services publics gratuits et la protection sociale sont des armes puissantes dans la lutte contre les inégalités économiques et de genre. Pour atteindre les objectifs de développement durable, 4 400 milliards de dollars supplémentaires sont nécessaires dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de la protection sociale dans les pays à revenu faible et moyen inférieur, et 4 100 milliards de dollars supplémentaires sont nécessaires dans les pays à revenu moyen supérieur. Il s'agit de dépenses publiques récurrentes qui nécessitent un financement sur le budget.
- **13 700 milliards de dollars pour l'atténuation du changement climatique.** Ces investissements dans les secteurs de l'énergie, des transports et de l'agriculture dans les PFR et les PRI permettraient de réduire les gaz à effet de serre et de ralentir le changement climatique. Il s'agit d'investissements à long terme dans les infrastructures qui pourraient générer des frais d'utilisation et donc être partiellement financés par le secteur privé.
- **2800 milliards de dollars pour les pertes et dommages.** Ces investissements permettraient de réparer les infrastructures détruites par le changement climatique dans les PFR et les PRI. Il s'agit également d'investissements à long terme, mais ils ne sont pas attrayants pour le secteur privé car ils ne génèrent pas de nouveaux profits.
- **2400 milliards de dollars pour l'adaptation au climat.** Ces investissements visant à rendre les infrastructures résistantes au climat dans les PFR et les PRI apporteraient d'importants avantages sociaux et réduiraient la facture des pertes et dommages futurs, mais ils ne se prêtent pas non plus à l'investissement privé.

Inadéquation des solutions proposées

⁶ [Austerity the New Normal: A Renewed Washington Consensus 2010-24 \(policydialogue.org\)](https://policydialogue.org/)

⁷ [IMF must abandon demands for austerity as cost-of-living crisis drives up hunger and poverty worldwide | Oxfam International](#)

⁸ [CBV2023-ClimateInequalityReport-2.pdf \(wid.world\)](#)

⁹ [Banking turmoil has 'potential' to spark global crisis: ANZ CEO | Banks | Al Jazeera](#)

Les mêmes chocs externes qui ont précipité les crises d'aujourd'hui ont aussi, semble-t-il, insufflé une nouvelle vie et une nouvelle urgence au débat sur la manière de lever des milliers de milliards pour le développement et le climat. L'initiative de Bridgetown¹⁰, lancée par le Premier ministre de la Barbade, Mia Mottley, a contribué à faire monter les enchères politiques, notamment en ce qui concerne les financements climat. De même, le président français Emmanuel Macron accueillera un sommet en juin prochain qui promet un nouveau pacte financier mondial¹¹.

Mais actuellement, les solutions proposées dans ce débat – en particulier les réunions de printemps de la Banque Mondiale et du FMI de cette semaine, la réunion des ministres des finances du G20 et la table ronde sur la dette souveraine mondiale coprésidée par le FMI, la Banque mondiale et l'Inde (présidence du G20)- sont loin d'être suffisantes pour relever le défi des 27 400 milliards de dollars.

Les réformes du cadre d'adéquation des fonds propres (Capital Adequacy Frameworks, CAF) devraient occuper une place prépondérante lors des réunions de printemps de la Banque Mondiale et du FMI et semblent être l'option à laquelle les pays riches se rallient pour débloquer des financements supplémentaires. Il s'agirait de modifier les règles financières régissant les banques multilatérales de développement afin qu'elles puissent accroître l'effet de levier de leurs bilans, c'est-à-dire augmenter le volume des prêts sans exiger de capitaux supplémentaires de la part des actionnaires. C'est une bonne idée, mais ce n'est pas la solution miracle que les pays riches voudraient nous faire croire.

Et surtout, cette solution est loin d'atteindre les milliers de milliards nécessaires. Si l'ensemble des réformes décrites dans l'étude indépendante commandée par le G20¹² en 2022 sont adoptées, il est possible de débloquer 1 000 milliards de dollars au total. Ce chiffre tombe à 500 milliards de dollars dans le cas (probable) où les réformes qui réduiraient la notation de solvabilité des banques multilatérales de développement seraient exclues. Actuellement, des discussions sont en cours au sujet d'une réforme beaucoup plus modeste qui ne permettrait de débloquer que 50 milliards de dollars sur 10 ans¹³. D'ici à la date butoir de 2030 fixée pour la réalisation des objectifs de développement durable, cette option peu ambitieuse ne fournirait que 0,1 % de ce qui est nécessaire pour combler le gouffre financier de 27 400 milliards de dollars dans les PFR et les PRI. Et même si l'ensemble des réformes du CAF étaient adoptées immédiatement, elles ne fourniraient que 3,6 % du besoin de financement entre aujourd'hui et 2030.

Les réformes du CAF mettent également l'accent sur les prêts en période de crise généralisée de la dette, alors que de nombreux pays sont déjà très endettés et n'ont donc pas la capacité d'emprunter. Les réformes risquent de détourner l'attention de l'action ambitieuse que doivent mener les pays riches pour augmenter l'aide et les autres financements concessionnels dont bénéficieraient les PFR et les PRI. L'affaiblissement de la volonté politique des pays riches s'est manifesté récemment dans le cadre du processus de reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (IDA). Bien que l'IDA20 ait connu une reconstitution record en 2021, cela n'a pas été le résultat d'une augmentation des contributions des donateurs. En effet, les contributions des donateurs ont diminué et l'augmentation de l'allocation n'a été obtenue que grâce à la magie financière de "l'optimisation du bilan". Aujourd'hui, alors que les engagements de l'IDA20 sont à nouveau concentrés en début de période en raison de la multiplication des crises, l'IDA risque de se retrouver face à un manque de financement dramatique¹⁴.

Les clauses « catastrophe » dans les contrats d'emprunt gagnent également du terrain sur le plan politique. Ces clauses permettraient de suspendre automatiquement et temporairement les paiements de la dette en cas de catastrophes naturelles à développement rapide, telles que les ouragans ou les tremblements de terre. Il s'agit d'une proposition positive, mais qui n'aurait qu'un impact limité sur les difficultés financières des pays les plus pauvres. Les clauses relatives aux catastrophes ne réduiraient pas la valeur actuelle nette des dettes, ce qui signifie que le débiteur

¹⁰ [The 2022 Bridgetown Initiative - Foreign Affairs and Foreign Trade](#)

¹¹ [Summit for a New Global Financial Pact: towards more commitments to meet the 2030 Agenda? \(focus2030.org\)](#)

¹² [CAF-Review-Report.pdf \(mef.gov.it\)](#)

¹³ [Final_DC2023-0002_evolution_paper.pdf \(devcommittee.org\)](#)

¹⁴ Idem

devrait rattraper ses remboursements peu de temps après. Ces clauses ne font donc que contribuer à la liquidité. Elles ne contribuent en rien à combler les énormes déficits de financement dans les pays à revenu faible ou intermédiaire.

D'autres "innovations financières" sont également de plus en plus souvent présentées comme essentielles pour relever les défis du développement et du climat dans les pays les plus pauvres. Mais ces options ne remplacent pas les subventions. Par exemple, les "obligations vertes" sont assorties d'un taux d'intérêt inférieur au taux du marché, parce qu'elles sont utilisées pour des projets environnementaux. Mais en réalité, la différence est si faible qu'elle en est presque négligeable¹⁵.

L'ampleur et la réaffectation des droits de tirage spéciaux (DTS) sont également loin de répondre aux besoins des pays les plus pauvres. Les DTS sont des actifs de réserve internationaux qui peuvent être utilisés par les gouvernements pour rembourser des dettes, stabiliser leur monnaie, renforcer leurs réserves ou financer des dépenses sociales. En 2021, le FMI a émis 650 milliards de dollars de DTS, ce qui a eu un impact spectaculaire et immédiat sur la capacité des pays les plus pauvres à faire face à la crise du COVID.

La majorité des 650 milliards de dollars émis (plus de 60 %) a toutefois été allouée aux pays à revenu élevé, ce qui a donné lieu à des débats sur la manière de les réaffecter au profit des pays plus pauvres. Les puissances économiques les plus riches se sont engagées à réaffecter l'équivalent de 100 milliards de dollars, mais jusqu'à présent, seuls 60 à 85 milliards de dollars ont été promis, et beaucoup moins ont été versés¹⁶. Et bien que les DTS soient un instrument sans dette, la façon dont ils sont réaffectés aujourd'hui compromet ce fonctionnement classique et alourdit la dette des pays bénéficiaires.

L'émission de 650 milliards de dollars n'a pas non plus répondu aux demandes d'une émission beaucoup plus importante¹⁷ - de plusieurs milliers de milliards de dollars - pour faire face à l'ampleur de la crise à laquelle est confronté le monde, et en particulier les pays les plus pauvres. Compte tenu de la crise financière à laquelle sont confrontés aujourd'hui les PFR et les PRI, des émissions et des réaffectations de DTS beaucoup plus ambitieuses devraient être proposées, à commencer par une deuxième émission de 650 milliards de dollars dès maintenant.

Pourtant des solutions abordables existent

L'histoire récente nous a appris que, lorsque la volonté politique est suffisante, les gouvernements trouvent les moyens de mobiliser d'énormes sommes d'argent. Lorsque la pandémie a frappé, les pays riches ont immédiatement puisé dans leurs poches pour trouver des milliers de milliards de dollars. C'est ce genre d'ambition et d'urgence qu'il nous faut aujourd'hui.

Les pays riches pourraient prendre quatre mesures en 2023 pour répondre aux besoins de 27 400 milliards de dollars en matière de dépenses sociales et climatiques dans les PFR et les PRI. Ces mesures illustrent clairement qu'avec une volonté politique suffisante de la part des pays les plus riches, il est à la fois possible et abordable de fournir la quantité et le type de fonds nécessaires pour relever les défis sociaux et climatiques urgents dans les PFR et les PRI.

Étape 1 : Tenir les promesses d'aide et rembourser la "Dettes des promesses non tenues"

La première étape consiste, pour les puissances économiques les plus riches, à tenir les promesses qu'elles ont faites aux pays les plus pauvres.

Il existe des preuves irréfutables¹⁸ que ces aides permettent de sauver des vies et de réduire les inégalités, en particulier lorsqu'elles sont accordées sous la forme d'un soutien budgétaire prévisible à long terme. Pourtant, les pays riches ont résolument manqué à leurs promesses d'aide, ne finançant pas le soutien aux PFR et PRI à hauteur de 6 500 milliards de dollars depuis l'adoption de la résolution des Nations unies sur les 0,7 % en 1970.

¹⁵ [Final_DC2023-0002 evolution paper.pdf \(devcommittee.org\)](#)

¹⁶ [A February 2023 Update on SDR Recycling: Getting Closer But Still Not There! | Center For Global Development | Ideas to Action \(cgdev.org\)](#)

¹⁷ [Civil Society Organizations Call for Quick Special Drawing Rights Allocation – LATINDADD](#)

¹⁸ [Hitting the Target: An agenda for aid in times of extreme inequality \(openrepository.com\)](#)

Les pays riches ont l'obligation de respecter leurs engagements de 0,7 % en le pérennisant et en commençant à rembourser leur dette d'aide.

Si l'on ajoute à cela une augmentation modeste de la collecte d'impôts progressifs, le respect des engagements en matière d'aide fourniraient suffisamment de fonds pour combler le déficit de financement de la santé, de l'éducation et de la protection sociale dans les PFR et les PRI. Et cela permettrait également de financer l'annulation de la dette qui ramènerait leurs dettes respectives à des niveaux viables.

Il est également essentiel de noter que les donateurs doivent également adhérer aux normes les plus strictes en matière d'efficacité de l'Aide et mettre fin à l'artifice comptable qui consiste à siphonner d'importantes sommes pour les allouer à des dépenses telles que le coût d'accueil des réfugiés et les dons de vaccins dans les pays donateurs¹⁹.

Étape 2 : S'engager pour un « échange de dette climatique » (Debt Swap)

Un autre problème sous-jacent est que le système actuel attend des PFR et des PRI qu'ils empruntent des montants beaucoup trop élevés pour relever le défi climatique. Cela contribue non seulement à alourdir le fardeau de la dette des pays les plus pauvres, mais aussi à réduire les sources de financement à leur disposition. Par exemple, près des deux tiers des pays éligibles à l'IDA sont en situation ou en risque élevé de surendettement²⁰, ce qui signifie qu'ils ne sont plus éligibles aux prêts concessionnels, et environ un quart des pays éligibles à la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) sont en situation ou en risque élevé de surendettement. Cela provoque des prêts de la BIRD à des taux au niveau du marché qui sont inappropriés pour ces pays.

Mais il existe une solution. Les pays à revenu élevé pourraient eux-mêmes emprunter 11 500 milliards de dollars pour aider à payer la facture climatique des PFR et des PRI. C'est moins que ce qu'ils ont emprunté pour faire face à la pandémie, et leur ratio dette/PIB ne dépasserait que légèrement le pic de la pandémie.

Cet "échange de dette climatique" pourrait contribuer à financer les besoins des PFR et des PRI en matière d'atténuation du changement climatique, d'adaptation et de pertes et dommages, afin de les aider à relever le défi du changement climatique. Il s'agirait d'un élément essentiel pour que les pays à revenu élevé compensent leurs émissions de carbone, qui sont à l'origine de la plus grande partie des émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

Étape 3 : Emmètre des DTS supplémentaires

Les avantages de l'émission de droits de tirage spéciaux (DTS) de 202, d'un montant de 650 milliards de dollars, ont été énormes²¹. 98 PFR et PRI ont utilisé ces DTS, notamment pour acheter des vaccins, financer des prestations sociales et des salaires, ainsi que pour le soutien budgétaire. 55 pays les ont également utilisés pour rembourser 7,6 milliards de dollars de dettes au FMI, ce que 23 de ces pays n'auraient pas pu faire autrement.

Les pays riches devraient non seulement accélérer la réaffectation d'au moins 100 milliards de dollars de l'émission actuelle de DTS en faveur des PFR et des PRI, mais aussi s'engager à procéder à au moins deux nouvelles émissions de 650 milliards de dollars d'ici à 2030. **Cette simple mesure pourrait contribuer de manière significative aux besoins de financement de la lutte contre le changement climatique dans les PFR et les PRI - et/ou à l'augmentation de leurs dépenses sociales - tout en renforçant la capacité des pays à revenu élevé à respecter les autres engagements financiers décrits ci-dessus.**

Pour ce faire, toute nouvelle opération doit comporter un engagement initial des pays à revenu élevé à réaffecter une part équitable de leurs DTS aux pays à faible revenu et aux pays à revenu intermédiaire, et ce d'une manière qui garantisse que ces DTS sont exempts de dette et de conditionnalité pour les pays bénéficiaires.

¹⁹ [Donors throw out the aid rule book - Oxfam reaction to OECD preliminary stats | Oxfam International](#)

²⁰ [Debt-Service Payments Put Biggest Squeeze on Poor Countries Since 2000 \(worldbank.org\)](#)

²¹ <https://www.cepr.net/report/special-drawing-rights-the-right-tool-to-use/>

Étape 4 : Introduire de nouveaux impôts sur les plus riches et les grosses sociétés

Les pays les plus riches discutent du besoin de financement comme si nous vivions dans un monde où les ressources sont limitées. Or, rien n'est plus faux. Alors que les budgets publics sont vidés crise après crise, surtout dans les pays les plus pauvres, et que la pauvreté et la faim augmentent, des milliers de milliards de dollars sont entre les mains de particuliers et les personnes et entreprises les plus riches continuent de prospérer. Cette augmentation considérable des actifs détenus par les plus riches résulte directement des interventions des gouvernements et des banques centrales dans l'économie. Interventions qui, bien que nécessaires, ont eu pour effet de gonfler considérablement la richesse privée d'un petit nombre de personnes.

Depuis 2020, les fortunes des milliardaires ont augmenté de 2,7 milliards de dollars par jour²². En 2022, alors que plus de 800 millions de personnes se sont couchées le ventre vide, 95 entreprises agroalimentaires et énergétiques ont engrangé 306 milliards de dollars de bénéfices supplémentaires²³, soit une augmentation de 256 % par rapport à la moyenne des trois années précédentes. Une grande partie de ces bénéfices a été versée directement aux riches actionnaires. Ces sociétés et ces individus ont bénéficié de chocs extérieurs, engrangeant des profits exceptionnels qui ne sont en aucun cas le résultat de leurs actions.

Le problème n'est pas le manque d'argent, c'est que bien trop d'argent se trouve entre les mains d'un petit nombre d'ultra-riches. Redistribuer une part importante de cette richesse et de ces profits excessifs dans les mains du public serait une véritable transformation et est essentiel à la construction d'un monde plus juste et durable.

Oxfam calcule qu'un impôt progressif sur la fortune nette allant jusqu'à 5 % dans les seuls pays riches du CAD de l'OCDE augmenterait leur budget d'un peu moins de 1100 milliards de dollars par an. Avec les DTS, cela fournirait un financement plus que suffisant pour couvrir l'ensemble de la facture d'aide décrite ci-dessus et pour assurer la mise en œuvre de cet « échange de dette » pour le climat.

Il est également important de noter qu'il existe de nombreuses autres options d'imposition progressive qui permettraient de collecter d'importantes sommes d'argent supplémentaires pour lutter contre la pauvreté et les inégalités au niveau national, et pour réaliser des investissements supplémentaires indispensables dans la lutte contre le changement climatique. Il s'agit notamment d'augmenter fortement et progressivement les impôts sur les revenus des super-riches, sur la propriété, la terre et l'héritage, et sur les bénéfices des entreprises les plus riches, en particulier les bénéfices exceptionnels, ainsi que sur les combustibles fossiles et les transactions financières. Un impôt complémentaire dissuadant les investissements dans les activités économiques qui nuisent le plus à l'environnement et accélèrent la dégradation du climat devrait également être mis sur la table²⁴.

En résumé, si les gouvernements des pays riches étaient prêts à mettre en œuvre des réformes fiscales audacieuses et progressives, il y aurait plus d'argent qu'il n'en faut pour tout le monde.

Nous ne pouvons pas permettre aux pays les plus riches d'affirmer qu'ils "n'ont pas les moyens" de mobiliser les milliards nécessaires aux dépenses sociales et climatiques dans les pays les plus pauvres. Il est clair que mobiliser cet argent nécessite simplement d'une volonté politique.

Placer la lutte contre les inégalités au cœur des politiques de la Banque mondiale et du FMI

Les réformes économiques décrites dans le présent document ne visent pas seulement à mobiliser des milliers de milliards de dollars, elles constituent également des politiques de lutte contre les inégalités économiques. Il est essentiel que la Banque mondiale et le FMI redoublent d'ambition pour s'assurer que toutes leurs politiques et tous leurs prêts contribuent à ce même objectif.

²² [Survival of the Richest: How we must tax the super-rich now to fight inequality \(openrepository.com\)](https://openrepository.com)

²³ Idem

²⁴ [Carbon Billionaires: The investment emissions of the world's richest people - Oxfam Policy & Practice](#)

La Banque mondiale a ouvert un débat sur sa vision et sa mission futures ; cette « Evolution de sa Feuille de route » sera un sujet brûlant lors des réunions de printemps de la Banque Mondiale et du FMI. L'objectif actuel de la « Prospérité Partagée » n'a pas permis de s'engager pleinement à combler le fossé entre les riches et les pauvres, en se concentrant sur l'augmentation du revenu des 40 % les plus pauvres par rapport au revenu moyen. Le moment est venu de convenir d'un Objectif en matière d'Egalité visant à combler le fossé entre les 40 % les plus pauvres et les 10 % les plus riches (conformément au ratio de Palma). Il s'agit là d'un élément fondamental de la mission de la Banque : il est prouvé que les efforts de réduction de la pauvreté sont compromis par des niveaux élevés d'inégalité économique.

Le FMI devrait également placer la réduction des inégalités au cœur de son discours et de ses programmes de prêts. Depuis 2022, la crise du coût de la vie et de l'inflation étant largement imputable aux monopoles et à la cupidité des entreprises, le FMI n'a cessé d'appeler à des mesures d'austérité pour juguler l'inflation. Les hausses des taux d'intérêt dans les pays du Nord ont poussé les pays pauvres au bord du gouffre, les obligeant à adopter de nouvelles mesures d'austérité pour éviter le défaut de paiement. Tout cela promet d'exacerber encore l'extrême inégalité économique. Le FMI devrait plutôt appeler les pays à poursuivre des réformes fiscales progressives, à éviter les mesures d'austérité et à augmenter les dépenses consacrées aux services publics gratuits et à la protection sociale.